



Les suppressions de postes et les réformes passent mal à Bercy

Revue ACTEURS PUBLICS - 14 oct. 2015

Les 6 organisations syndicales des ministères économiques et financiers ont claqué la porte, le 13 octobre, avant la fin du comité technique ministériel de Bercy pour protester notamment contre les réductions d'effectifs et la baisse du budget consacré à "l'action sociale", de l'ordre de 12 millions d'euros. Bercy relativise.

Le coup de froid était un peu prévisible. Six organisations syndicales des ministères économiques et financiers ont claqué la porte du comité technique ministériel (CTM) organisé à Bercy le 13 octobre, au cours duquel était présenté le projet de loi de finances (PLF) pour 2016. Les syndicats sont tout de même restés 1 h 30 pour entendre les discours des ministres et présenter ensuite leurs positions, mais ont boycotté la dernière séquence des questions, pour marquer le coup. Plus de 2 500 suppressions de postes sont prévues au sein des ministères économiques et financiers l'année prochaine, ministères dont les crédits sont réduits de quelque 4 %.

Le PLF 2016 des ministères de Bercy a une connotation historique, relève FO. *"Pas au niveau des suppressions d'emplois, qui invariablement depuis quinze ans sont du même ordre, sans qu'à aucun moment la question du seuil limite ne soit posée. Non, historique car notre ministère devient le plus important contributeur en la matière"*, écrit ce syndicat dans un long communiqué.

La citadelle de Bercy s'avère effectivement le principal levier dans la répartition des suppressions d'effectifs, l'exécutif maintenant ses priorités de créations de postes sur trois secteurs prioritaires depuis 2012 : sécurité, justice et éducation. Sans compter le ministère de la Défense, longtemps peu épargné par les coupes budgétaires et mieux traité depuis les attentats de janvier dernier. Le PLF 2016 acte aussi, *"pour la première fois depuis 1989, une baisse du budget consacré à l'action sociale d'environ 12 millions d'euros [il s'élèvera désormais à 150 millions, ndlr]. Cette décision est particulièrement lourde de symboles"*,

regrette l'intersyndicale. La baisse devrait se traduire par une ponction dans la trésorerie de l'Alpaf, l'association ayant pour objet de faciliter le logement des agents des ministères économiques et financiers.

Crédibilité entamée

“On nous assure que cette baisse ne se traduira pas par une diminution des prestations, ce qui reste à prouver”, met en doute la CFDT Finances. “C’est un prélèvement sur la trésorerie qui permet de ne pas porter atteinte au niveau des prestations, car il y a une trésorerie excédentaire, assure-t-on à Bercy. On fait cela dans de nombreux organismes depuis quelque temps.”

La réforme de l'État reste un autre sujet de crispation. La méthode, et donc d'une certaine manière la crédibilité des ministres de Bercy, est critiquée. FO rappelle certaines annonces lors du précédente CTM, le 26 mai, sévèrement mises à mal depuis, au premier rang desquelles le dossier de la sortie des agents de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes des directions départementales interministérielles.

Cette volonté du ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, fait écho à une revendication historique des syndicats mais se heurte à beaucoup de résistances, notamment de la part de Matignon. La communication de Bercy autour de la retenue à la source a, elle aussi, pu donner lieu à des ambiguïtés. *“Sur ce point, les ministres se sont expliqués car le précédent CTM était placé à un moment où le projet sur la retenue à la source n’était pas bouclé”,* indique-t-on à Bercy.

Le dialogue social à Bercy avait déjà connu un premier accroc en février dernier, avec le rejet par une majorité de syndicats de l'accord sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans ces ministères. Les ministres ont annoncé que les discussions allaient reprendre sur ce dernier point. À Bercy, on cherche à nuancer le tableau syndical : *“Par rapport à ce qu'on voit ailleurs, c'est calme et détendu, ce qui n'empêche pas les désaccords et les critiques.”*

Pierre Laberrondo